



Selon des élus à Berne, la question de l'usage des troupes spéciales de l'armée suisse (DRA 10) à Kaboul doit passer par le parlement.

Jeremy Denton

Une société privée sécurise l'antenne de la DDC à Kaboul

DÉBAT Le bureau helvétique en Afghanistan est surveillé par les mercenaires finlandais de FRF depuis le 1^{er} juin, pour 150 000 euros par mois. Ce choix est contesté.

MARIO STÄUBLE
mario.stauble@tamedia.ch

La société privée finlandaise Frontline Responses Finland (FRF) sécurise désormais le bureau de la Direction du développement et de la coopération (DDC) à Kaboul. Depuis le 1^{er} juin dernier, elle y déploie ses mercenaires pour 150 000 euros par mois. Cette décision du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), dont dépend la DDC, divise l'Administration fédérale, selon des documents internes que nous avons consultés.

L'adresse du bâtiment helvétique se trouve au cœur de la capitale afghane, dans la «zone verte» qui est ultrasécurisée, car très menacée. Les ambassades et autres représentations internationales se cachent derrière de hauts murs de béton et des postes de garde armée.

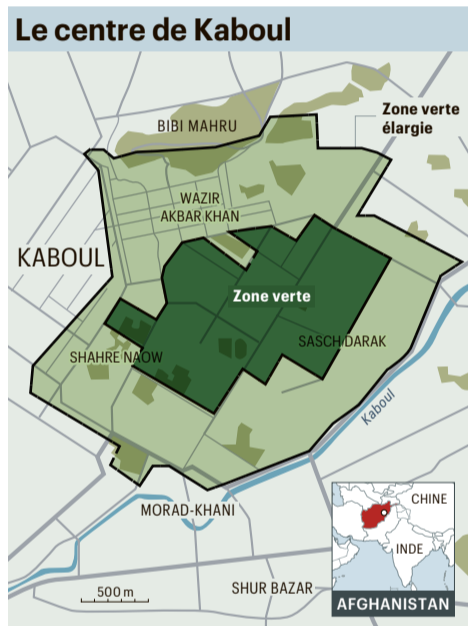
La zone est dangereuse. Le DFAE estime que ce bureau de la DDC est «le site le plus exposé» de ses emplacements à l'étranger. En 2017, il avait été touché par une attaque à la voiture piégée contre l'ambassade d'Allemagne qui avait fait 150 morts. En 2013, des terroristes n'avaient pas réussi à atteindre une zone des Nations Unies, à cause justement du système de surveillance. Ce coup d'éclat avait ouvert le débat au DFAE.

Cette présence sur place de la DDC est périlleuse, mais importante aux yeux de la Confédération. Le bureau gère en effet un programme de développement et de coopération de 27 millions de francs. De plus, il est perçu comme la seule représentation officielle de la Suisse, qui ne dispose pas d'une ambassade en Afghanistan.

Deux visions différentes

Alors, surveillance armée ou pas? La réponse oppose deux philosophies. D'un côté, il y a Manuel Bessler, vice-président de la DDC, et d'autres responsables locaux sur place. Ces spécialistes estiment que la Suisse est neutre. Son rôle en Afghanistan est humanitaire. Pour cela, le pays doit se distinguer des États en guerre et prendre ses distances des sociétés de sécurité privée. Cette vision s'appuie sur celle de la Croix-Rouge qui n'arme pas ses sites dans le monde.

Le Centre de gestion des crises (KMZ) des affaires étrangères défend un autre avis. L'institution estime que les talibans et les membres de l'État islamique représentent un danger élevé. La protection armée est donc impérative. Jacques Pitte-



loud, directeur des ressources de la DDC, et Hans-Peter Lenz, directeur de KMZ, partagent ce point de vue.

S'ajoute la question de l'exécution. Qui doit assurer cette sécurité armée? L'État ou une entreprise privée? Hans-Peter Lenz a préconisé dans un premier temps la solution des mercenaires après avoir effectué un voyage à Kaboul en octobre 2018. À plus long terme, il a suggéré l'emploi du Détachement de reconnaissance de l'armée 10 (DRA 10), les troupes des forces spéciales militaires helvétiques. «Cette recommandation n'est pas soutenue par le bureau de coordination et Manuel Bessler», relativise un rapport officiel.

«Si Kaboul est si dangereuse, il faut se demander si la DDC doit encore y être présente»

Alex Kuprecht (UDC/SZ)

La décision a été finalement prise en décembre 2018. Selon des documents internes, le KMZ a choisi la société finlandaise FRF, parce qu'il n'y avait pas d'alternatives. L'option d'une entreprise issue d'un pays de l'OTAN a été écartée, car elle aurait réduit la neutralité de la Suisse. Le choix d'une entreprise asiatique a aussi été écarté: elle aurait favorisé le dumping salarial.

Il n'y a pas eu d'appel d'offres, selon nos informations, alors que le montant l'exigeait. Le contrat est prévu pour une durée de six mois, soit jusqu'à fin 2019. Mais la société scandinave a déjà fait savoir qu'elle espérait une prolongation jusqu'en 2022. Elle s'est engagée à n'utiliser que des ressortissants de l'Union européenne.

FRF a déjà travaillé pour la DDC en Somalie. Difficile d'en savoir plus. L'entreprise est discrète. Son site internet est sommaire: il explique que son personnel est recruté auprès d'ex-militaires et d'ex-policiers. Contactée, la société n'a pas répondu à nos sollicitations.

Au DFAE, seul le service de presse est autorisé à s'exprimer. Il précise que, dans ce dossier, la Confédération assume sa responsabilité en ce qui concerne l'obligation de pourvoir aux besoins de son personnel sur le terrain, surtout dans l'environnement difficile de Kaboul: «Toutes les succursales suisses disposent de mesures de sécurité et sont bien préparées.»

Ce n'est pas la première fois qu'un contrat attribué à une entreprise de sécurité privée suscite la controverse au sein du DFAE. En 2011, la sécurisation de l'ambassade de Libye avait provoqué un vif débat au parlement. La question de Kaboul risque de raviver le sujet. Le conseiller aux États Joachim Eder (PLR/ZG) s'étonne: «Je ne vois pas pourquoi les forces étrangères devraient protéger le bureau de la DDC si nous avons des spécialistes professionnels dans l'armée.» Il ajoute qu'un éventuel recours aux forces spéciales devrait passer par un vote au parlement. Le conseiller aux États Alex Kuprecht (UDC/SZ) conclut avec une question de fond: «Si Kaboul est si dangereuse, il faut se demander si la DDC doit encore y être présente.»

Le DFAE manque de personnel pour Kaboul

Le DFAE peine à trouver des volontaires pour Kaboul. La capitale afghane est une ville dangereuse pour le personnel diplomatique. C'est un lieu exposé. La menace est élevée et permanente: attaques terroristes, enlèvements, criminalité. Pour leur sécurité, les diplomates et les coopérants ne sont pas autorisés à y vivre avec leur famille. Ils mènent des vies isolées et ont peu de contacts avec la vie locale. «Depuis des années, le DFAE manque de personnel suffisamment expérimenté et surtout prêt à travailler dans des contextes difficiles», peut-on lire dans le rapport d'une mission officielle de sécurité à Kaboul d'octobre 2018. Certains collaborateurs restent pendant trois ou quatre ans, ce qui est beaucoup trop long pour l'Afghanistan en raison du risque élevé d'épuisement professionnel. Les emplois sont souvent «vacants plus longtemps» qu'ailleurs, ce qui augmente la surcharge de travail pour le personnel sur place. Actuellement, la direction du bureau de la DDC à Kaboul est assurée ad interim par un retraité.

117 élus contre l'homophobie

SCRUTIN Des Verts au PLR, une centaine de parlementaires s'engagent pour étendre la norme «antiracisme» aux insultes homophobes.

Il faut punir les propos homophobes. C'est ce que demande l'extension de la norme pénale «antiracisme» aux insultes proférées contre les minorités sexuelles. Le peuple tranchera. Si la date du scrutin n'est pas encore connue, la campagne prend déjà une tournure particulière. Pas étonnant, au vu des polémiques qui ont entouré le lancement du référendum.

Souvenez-vous. À l'origine, l'opposition est venue de l'UDF. Personne ne donnait de chances à ce petit parti ultraconservateur pour glaner les paraphes nécessaires. Il y est pourtant parvenu, mais a été accusé - témoignages et vidéos à l'appui - d'avoir berné des signataires, ce qu'il a toujours démenti. Après avoir tenté de faire invalider le référendum, les partisans de la norme sortent l'artillerie lourde pour le combattre en votation. Un comité politique vient d'être constitué, et il réunit 117 parlementaires fédéraux sur 246. C'est énorme.

Derrière cette action, Mathias Reynard (PS/VS), l'homme à l'origine de l'extension de la norme antiracisme à l'homophobie. «Nous sommes face à un compromis politique qui a convaincu le parlement. Il faut le montrer à la population.» Les soutiens viennent de tous les partis - UDC exceptée - et de toutes les régions. «Je me suis occupé du National. Mon objectif était d'avoir la majorité des élus dans ce comité, raconte le conseiller national. Et c'est le cas. Un si large soutien, c'est inédit. D'autant que plusieurs collègues m'ont assuré qu'ils allaient s'engager concrètement dans la campagne. C'est essentiel. Le risque est que les partis ne fassent pas de ce vote un enjeu, et que seuls nos adversaires se mobilisent.»

Parmi ces relais: Christa Markwalder (PLR/BE), qui a suivi toute la genèse de ce projet. «Je suis résolument contre l'homophobie. Elle n'a pas sa place dans la société. Chacun a le droit de mener sa vie comme il l'entend. Être en faveur de cet article, c'est aussi un signe de tolérance. C'est bien qu'il y ait cette dé-

monstration de force.» Du côté du PDC, le Genevois Guillaume Barazzone est prêt à jouer les porte-parole. «J'avais déjà signé l'initiative parlementaire et défendu le texte devant mon groupe. Les insultes homophobes sont inadmissibles. Je ne peux pas accepter qu'il n'existe aucune punition pour ceux qui les profèrent. Beaucoup de gens en souffrent. Combien de fois ai-je entendu des personnes se faire traiter de «sale pédé». Pour moi, l'homophobie est tout aussi condamnable que le racisme ou l'antisémitisme. Toutes ces minorités méritent protection.»

En décalage avec le peuple

Ce très large engagement politique est salué par les milieux homosexuels. «C'est un très bon signal, même si on pouvait s'y attendre compte tenu du vote au parlement», réagit Muriel Waeger. La directrice romande de Pink Cross et LOS, les deux principales organisations homosexuelles du pays, rejoint Mathias Reynard sur le principal défi de cette campagne: la mobilisation. «Il ne faut pas que l'extrême droite et les milieux ultraconservateurs soient les seuls à se rendre aux urnes. Mais je suis assez confiante. La communauté LGBT est large et a de nombreux relais.» L'agenda pourrait également jouer en faveur des partisans du texte. «Selon toute vraisemblance, le peuple devrait se prononcer en février, et comme il n'y a pas eu de scrutin en novembre, plusieurs objets de votation devraient être tranchés ce jour-là, ce qui devrait doper la participation.»

Plus d'une centaine de parlementaires prêts à monter au front en faveur de ce projet, voilà qui n'effraie pas du tout le comité référendaire. «J'en prends acte, mais cela ne me fait pas peur, répond Marc Früh, figure de l'UDF en Suisse romande. Cette alliance de presque tous les partis contre l'UDF, c'est un élément de plus dans une campagne qui a commencé par un flot de désinformation. On nous a traités de menteurs, et on a porté sur nous des accusations infondées lors de la récolte des signatures. Or nous avons obtenu bien plus que les 50 000 paraphes nécessaires. Je pense que ces parlementaires sont en décalage avec ce que pense la population.» Et il espère le prouver en gagnant la votation.

FLORENT QUIQUEREZ

1,7 milliard de francs de munitions seront jetées

L'armée suisse devra jeter pour 1,7 milliard de munitions ces quinze prochaines années, parce qu'elles sont trop vieilles ou parce que les armes auxquelles elles étaient destinées ont été mises hors service. Si la pratique est connue, son ampleur a été révélée hier par la «Schweiz am Wochenende». De nombreux parlementaires se disent surpris. La problématique devrait ainsi être abordée en

août par la commission compétente du Conseil des États.

La démolition des munitions passées de date coûte à elle seule plus de 10 millions de francs par année. Le Département fédéral de la défense indique qu'il s'efforce de prolonger la durée de vie de ses stocks au maximum. L'achat de simulateurs pour la formation pourrait permettre à terme de réduire l'ampleur de la mise à la casse. L.BT.